

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarchés.com](http://centraledesmarchés.com)

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 7 décembre 2020, 4,07 € ht la ligne.  
Les annonces sont informées que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Marchés publics

Procédure adaptée

### Commune de La Richardais

Aménagement de la rue de la Gougeonnais

### PROCÉDURE ADAPTÉE

- 1. Identification de la collectivité** : commune de La Richardais 35780.
  - 2. Objet du marché** : aménagement de la rue de la Gougeonnais.
  - 3. Type de procédure** : procédure adaptée.
  - 4. Nature du marché** : marché divisé en 2 lots :  
Lot 1 : voirie.  
Lot 2 : espaces verts.
  - 5. Durée du marché et délais d'exécution** : le délai des travaux est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement.
  - 6. Les candidatures et les offres** seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.
  - 7. Unité monétaire utilisée** : l'euro.
  - 8. Caractéristiques principales** : le marché comprend 2 lots techniques, traités en marchés séparés. Le premier lot (voirie) comporte 1 tranche ferme et 1 tranche conditionnelle.
  - 9. Renseignements complémentaires** : pour obtenir tous renseignements complémentaires administratifs ou techniques, les candidats devront obligatoirement poser leurs questions, jusqu'à 3 jours avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme Mégalis.
  - 10. Autres renseignements demandés** : se référer aux pièces de la consultation.
  - 11. Situation des travaux** : rue de la Gougeonnais.
  - 12. Date limite de réception des offres** : mercredi 20 octobre 2021 à 12 h 00.
  - 13. Délai de validité des offres** : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.
  - 14. Retrait des dossiers** : conformément à l'article 41 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, la réponse électronique aux marchés publics est obligatoire depuis le 1er octobre 2018 pour les marchés supérieurs à 25 000 euros HT. La présente consultation entre dans ce cadre réglementaire.
  - Le pouvoir adjudicateur met donc à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante** : [www.megalisbretagne.org](http://www.megalisbretagne.org) (se conformer aux indications du site).
  - Référence : 2021-09-02
  - 15. Critères d'attribution** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncé ci-dessous avec leur pondération :
    - prix de l'offre 60 %
    - valeur technique 40 %.
  - 16. Date d'affichage du présent avis** en mairie, diffusion sur la plateforme @megalis et sur le site internet de la commune, date d'envoi au journal Ouest France, le 17 septembre 2021.
- Fait à La Richardais, le 15 septembre 2021*  
Le maire, *Pierre CONTIN*.



Exploitation technique des ouvrages de production et de distribution d'eau potable à Louargat

### PROCÉDURE ADAPTÉE

**Entité adjudicatrice/maitre d'ouvrage** : Guingamp-Paimpol Agglomération, 11, rue de la Trinité, 22200 Guingamp, 02 96 13 59 59, [marchespublics@guingamp-paimpol.bzh](mailto:marchespublics@guingamp-paimpol.bzh) - [www.guingamp-paimpol-agglo.bzh](http://www.guingamp-paimpol-agglo.bzh)  
Personne responsable du marché : M. le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération.  
**Procédure de passation** : procédure adaptée article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.  
**Objet du marché** : exploitation technique des ouvrages de production et de distribution d'eau potable, commune de Louargat.  
**Allotissement** : lot unique.  
**Durée du marché** :  
**Période de préparation/prise en main du contrat** : de la notification au 31 décembre 2021 - période d'exploitation : du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023.  
**Variantes** : la consultation ne prévoit pas de variante exigée. Les variantes libres ne sont pas autorisées.  
**Visite obligatoire** : mercredi 29 septembre 2021 de 14 h 00 à 17 h 00. Une autre date de visite peut être prévue en cas d'indisponibilité des candidats le mardi 5 octobre de 14 h 00 à 17 h 00 (cf. règlement de la consultation).  
**Retrait du dossier de consultation** : en téléchangement sur le site : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)  
**Critères d'attribution des offres** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

- performance environnementale : 5 %
- prix des prestations : 60 %
- valeur technique : 35 %.

**Délais de validité des offres** : 120 jours.  
**Instance chargée des procédures de recours** : tribunal administratif de Rennes, 3, contour de la Motte, 35044 Rennes cedex, téléphone 02 23 21 28 28, télécopie 02.99.63.56.84, [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
**Remise des offres** : 15 octobre 2021 à 12 h 00. Offre dématérialisée via la plateforme Mégalis : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)  
**Date d'envoi de l'avis à la publication** : 17 septembre 2021.



Exploitation technique des branchements, du réseau de collecte, des postes de refoulement et de la station d'épuration à Louargat

### PROCÉDURE ADAPTÉE

**Entité adjudicatrice/maitre d'ouvrage** : Guingamp-Paimpol Agglomération, 11, rue de la Trinité, 22200 Guingamp, 02 96 13 59 59, [marchespublics@guingamp-paimpol.bzh](mailto:marchespublics@guingamp-paimpol.bzh) - [www.guingamp-paimpol-agglo.bzh](http://www.guingamp-paimpol-agglo.bzh)  
Personne responsable du marché : M. le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération.  
**Procédure de passation** : procédure adaptée article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.  
**Objet du marché** : exploitation technique des branchements, du réseau de collecte, des postes de refoulement et de la station d'épuration, commune de Louargat.  
**Allotissement** : lot unique.  
**Durée du marché** :  
**Période de préparation/prise en main du contrat** : de la notification au 31 décembre 2021 - Période d'exploitation : du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023.  
**Variantes** : la consultation ne prévoit pas de variante exigée. Les variantes libres ne sont pas autorisées.  
**Visite obligatoire** : jeudi 30 septembre 2021 de 9 h 00 à 12 h 00.  
Une autre date de visite peut être prévue en cas d'indisponibilité des candidats le mercredi 6 octobre de 9 h 00 à 12 h 00 (cf. règlement de la consultation).  
**Retrait du dossier de consultation** : en téléchangement sur le site : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)  
**Critères d'attribution des offres** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

- performance environnementale : 5 %
- prix des prestations : 60 %
- valeur technique : 35 %.

**Délais de validité des offres** : 120 jours.  
**Instance chargée des procédures de recours** : tribunal administratif de Rennes, 3, contour de la Motte, 35044 Rennes cedex, téléphone 02 23 21 28 28, télécopie 02.99.63.56.84, [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
**Remise des offres** : 15 octobre 2021 à 12 h 00  
**Offre dématérialisée via la plateforme Mégalis** : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)  
**Date d'envoi de l'avis à la publication** : 17 septembre 2021.

## Adjudications immobilières

**SCP ELGHOZI-GEANTY-GAUTIER-PENNEC**  
Avocats associés  
5, rue du Combat des Trente - CS 54421  
SAINT BRIEUC cedex 2  
02 96 68 50 50 - [contact@eggp.fr](mailto:contact@eggp.fr) - [www.eggp.fr](http://www.eggp.fr)

### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES PAR ADJUDICATION

**Le mardi 2 novembre 2021 à 14 h 00**  
À l'audience des saisies immobilières du juge de l'exécution dans l'annexe du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc, sise dite ville, 2, boulevard Sévigné.  
La Société Crédit Immobilier de France Développement, société anonyme au capital de 124 821 700 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 379 502 644, ayant son siège social 26/28, rue de Madrid, 75384 Paris cedex 08, agissant poursuites et diligences de son représentant légal, M. Yannick Borde, président du conseil d'administration, domicilié en cette qualité audit siège.  
Créancier poursuivant, ayant Me P. Géanty, pour avocat constitué.  
Commune de **GUINGAMP** (22200), 33, rue Saint-Martin



**UNE MAISON D'HABITATION EN PIERRES ET PARPAING  
Sous ARDOISES MILOYENNE DES DEUX CÔTÉS**  
Scindée en deux logements comprenant :

- au rez de chaussée : couloir d'entrée, avec sol les plinthes carrelés, murs sous forme de verre usagé. Escalier permettant d'accéder à l'étage, WC, deux pièces, cuisine, salle d'eau. Deuxième entrée.
- au premier étage : couloir, WC, salle de bains de chambre, cuisine, séjour salon. Petite terrasse à l'arrière.

Petites extensions de fortune.  
Jardin.  
Assainissement collectif (absence de déclaration de conformité).  
L'appartement situé au 1er étage est loué.  
Le tout cadastré sous les références suivantes :  
Section, numéro, lieudit, contenance : section AL 60, rue Saint-Martin, 03 a 10 ca. Soit une contenance totale de 3 ares 10 centiares.  
Il est précisé au titre de propriété «Ayant d'après titre pur mignon mitoyen de l'immeuble côté Est appartenant aux consorts Le Faucheur sur une hauteur de 7 m, sur une épaisseur de 70 cm.  
Concernant la mitoyenneté des murs il est précisé : «Aux termes d'un acte reçu par Me Guillois, notaire à Guingamp, le 23 octobre 1973, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de Guingamp, le 8 novembre 1973, volume 1534, numéro 23 il a été stipulé sous le paragraphe Servitudes, ce qui suit : «aux termes d'un procès-verbal d'adjudication dressée par Me Roussel, notaire à Guingamp, le 13 mai 1948, il a été indiqué sous les conditions particulières ce qui suit littéralement rapporté : «le mur intérieur séparant la partie levant de la partie couchant du bâtiment de décharge se trouvant derrière les maisons à vendre, perpendiculairement auxdites maisons, sera mitoyen entre les adjudicataires ainsi que le pignon séparant les deux maisons 33 et 35, et sur toute la hauteur dudit pignon, c'est-à-dire jusqu'au faite de la cheminée du numéro 33.»  
Et tels au surplus que lesdits biens immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.  
Le tout en un seul lot.

**Sur la mise à prix de : 21 000 euros  
(vingt et un mille euros)**  
Frais, droits et charges en sus.  
Montant minimum d'une enchère : deux cents euros (200 euros).  
Visite : une visite du bien sera organisée le vendredi 8 octobre 2021 de 14 h 30 à 15 h 30.  
Les enchères seront reçues par ministère d'avocat inscrit au barreau du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc exclusivement.  
Le cahier des conditions de vente dressé par Me P. Géanty, membre de la SCP Elghozi-Géanty-Gautier-Pennec, avocats associés à Saint-Brieuc, domicilié dite ville 5, rue du Combat des Trente, et déposé, le 9 octobre 2020, en son cabinet, et au secrétariat greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc, situé dans l'annexe dudit tribunal, dite ville, 2, boulevard Sévigné, où il peut être consulté.

*Fait à Saint-Brieuc  
Le 24 août 2021.  
P. GEANTY.*  
Pour tous renseignements sur la vente et visite : tél. 02.96.68.50.50 ou par mail : [contact@eggp.fr](mailto:contact@eggp.fr)  
ainsi qu'à :

- 1) La SCP Elghozi-Géanty-Gautier-Pennec, avocats associés, 5, rue du Combat des Trente à Saint-Brieuc, tél. 02 96 68 50 50, fax 02.96.68.50.51, dépositaire du cahier des conditions de vente,
- 2) tout avocat au barreau de Saint-Brieuc,
- 3) au secrétariat-greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc, en son annexe sise dite ville, 2, boulevard Sévigné, où est déposé le cahier des conditions de vente.

Immobilier

## Sur un bâtiment, une réparation peut excéder sa valeur

La réparation d'un dommage sur un bâtiment peut excéder sa valeur vénale, mais le responsable doit l'assumer quel qu'en soit le coût.

La Cour de cassation s'appuie sur le principe juridique de « la réparation intégrale ». La pratique observée par exemple en matière d'automobile, lorsque l'assureur refuse la réparation qui coûterait plus cher que la valeur du véhicule, ne s'applique pas en immobilier, explique la Cour. Au contraire, la réparation intégrale impose, s'il le faut, la reconstruction, sans abatement pour vétusté, même si son coût dépasse la valeur vénale. Toute restriction à ce principe, qui résulterait de circonstances particulières, doit être justifiée par le juge, ajoute la Cour de cassation.

Peu importe aussi le prix qu'avait déboursé le propriétaire pour acheter ce bâtiment, observent les juges. Si la reconstruction d'une grange coûte 53 000 € au faitif qui a provoqué son effondrement, comme en l'espèce, ce coût doit être assumé sans contestation, même si le propriétaire avait acquis ce bien pour dix fois moins. Le procès opposait plusieurs voisins. À la suite d'un défaut d'entretien notoire, l'effondrement d'une toiture avait entraîné la chute de bâtiments mitoyens très anciens. Devant le coût des dégâts, l'assureur du faitif contestait les sommes à verser aux voisins pour réparer leurs biens. Comme ultime argument, l'assureur invoquait la fragilité excessive des constructions édifiées avec des matériaux en usage plusieurs siècles auparavant et avec des défauts de verticalité. Mais pour la justice, dès lors que ces bâtiments très anciens demeuraient stables, leur propriétaire n'a pas commis de négligence en ne les renforçant pas et son indemnisation ne peut pas être réduite à ce titre.

(Cass. Civ 2, 3.5.2018, D 17-16.079)  
Comme ultime argument, l'assureur invoquait la fragilité excessive des constructions édifiées avec des matériaux en usage plusieurs siècles auparavant et avec des défauts de verticalité. Mais pour la justice, dès lors que ces bâtiments très anciens demeuraient stables, leur propriétaire n'a pas commis de négligence en ne les renforçant pas et son indemnisation ne peut pas être réduite à ce titre.

Le journal peut intégrer, de façon totale ou partielle, sur la zone d'édition, le(s) supplément(s) suivant(s) : Immo Angers Métropole.

### Avis administratifs

### DINAN AGGLOMÉRATION 2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du président de Dinan Agglomération, une enquête publique a été prescrite sur le projet de modification n° 1 du Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUIH) de Dinan Agglomération. Le projet de modification n° 1 du Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUIH) a fait l'objet d'une actualisation de l'évaluation environnementale. L'avis de l'autorité environnementale est consultable dans le dossier d'enquête publique. L'enquête publique se déroulera pendant 31 jours, du lundi 20 septembre 2021 9 h 00, au mercredi 20 octobre 2021 17 h 30.

M. le Président du tribunal administratif de Rennes a désigné M. Yves-Hubert Gueniot, ingénieur général des ponts et chaussées à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur. Les pièces du dossier soumis à l'enquête publique sont accessibles au public sur le site internet de Dinan Agglomération : rubrique «modification du PLUIH» : <http://www.dinan-agglomeration.fr/> Urbanisme-habitat-mobilité/Urbanisme/Modification-du-PLUIH en version papier et sur un poste informatique dans les 3 lieux d'enquête aux jours et horaires suivants.

- siège de Dinan Agglomération, 8, boulevard Simone-Veil, 22100 Dinan, du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00,
- Maison Intercommunale de Broons, parc d'activités du Chalet, 22250 Broons, lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00, mardi de 14 h 00 à 18 h 00,
- Maison Intercommunale de Matignon, rue du Chemin-Vert, 22550 Matignon, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00.

Le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- par voie postale, toute correspondance relative à l'enquête devra être adressée à M. le Commissaire enquêteur de la modification n° 1 du PLUIH, Dinan Agglomération, 8, boulevard Simone-Veil, CS 56357, 22106 Dinan cedex. Ces correspondances seront mises à disposition au siège de Dinan Agglomération, siège de l'enquête, dans les meilleurs délais,
- par voie électronique, les observations et propositions pourront être déposées dans le registre numérique dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialisee.fr/> ou par courriel à l'adresse suivante : [pluih@dinan-agglomeration.fr](mailto:pluih@dinan-agglomeration.fr)
- par écrit, aux jours et horaires d'ouverture au public de chacun des lieux d'enquête. Les observations et propositions pourront être consignées directement dans les registres d'enquête, établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur,
- par écrit et par oral, auprès du commissaire enquêteur lors des permanences. Les observations écrites seront consultables au siège de Dinan Agglomération, siège de l'enquête.

Le commissaire enquêteur recevra le public lors de quatre permanences :

1. le lundi 20 septembre 2021, de 9 h 00 à 12 h 00, au siège de Dinan Agglomération,
2. le jeudi 7 octobre 2021, de 14 h 00 à 17 h 00, à la Maison intercommunale de Broons,
3. le mercredi 13 octobre 2021, de 9 h 00 à 12 h 00, à la Maison intercommunale de Matignon,
4. le mercredi 20 octobre 2021, de 14 h 00 à 17 h 30 au siège de Dinan Agglomération.

L'ensemble des observations écrites sera tenu à la disposition du public au siège de Dinan Agglomération, siège de l'enquête, dans les meilleurs délais. Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à l'adresse suivante : Dinan Agglomération, service urbanisme-foncier, 8, boulevard Simone-Veil, CS 56357, 22106 Dinan cedex. Des informations complémentaires sur le projet de PLUIH soumis à enquête pourront également être obtenues auprès du service urbanisme-foncier (tél. 02 96 87 14 14, courriel : [pluih@dinan-agglomeration.fr](mailto:pluih@dinan-agglomeration.fr)).

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera également disponible au siège de Dinan Agglomération et dans les autres lieux de l'enquête publique, ainsi qu'à la préfecture des Côtes-d'Armor pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à dater de la remise des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur. Ces documents seront également publiés pendant un an sur le site internet : <https://www.registre-dematerialisee.fr/> 2570  
Les décisions susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure d'enquête sont l'approbation de la modification n° 1 du PLUIH de Dinan Agglomération ou son refus. Ces décisions seront formalisées par une délibération du conseil communautaire.  
Ancienne mention : société par actions simplifiée à capital variable.  
Capital minimum autorisé : 150 euros.  
Capital maximum autorisé : 290 euros.  
Nouvelle mention : société à responsabilité limitée.  
Mandats : Organes de direction de la société.  
Anciennes mentions :  
Président : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre.  
Directeur général : Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Nouvelles mentions :  
Gérance : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre et Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Capital social :  
Le capital social reste fixé à la somme de 150 euros. Il est mis fin à la variabilité du capital social. Le capital est désormais divisé en 150 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées aux associés actuels en échange des 150 actions qu'ils possèdent. Les mentions antérieures relatives aux sociétés par actions simplifiées sont frappées de caducité.  
Mention sera faite au RCS de Saint-Brieuc.

*Pour avis  
La Gérance.*

### AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Angélique Renault-Jacob, notaire associé à Lamballe-Armor (22400), 3, rue de la Déhanne, le 18 septembre 2021, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :  
La société a pour objet : l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou tout autre moyen de tous biens et droits immobiliers, l'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires, la mise à disposition gratuite de tout immeuble au profit du gérant de la société.  
La dénomination sociale est SCJ Adrio.  
Le siège social est fixé à Piestan (22640), 15, rue des Champs Fleurs.  
La société est constituée pour une durée de soixante-dix ans.  
Le capital social est fixé à la somme de cent euros (100 euros) par apport en numéraire.  
Toute opération ayant pour but ou pour résultat, le transfert entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales, si ce n'est entre associés, doit être autorisée par une décision des associés statuant à l'unanimité.  
Les gérants sont Mme Geraldine Marie-Christine Rio demeurant à Lamballe (22400), 2, impasse du Hâ Hâ et M. Nicolas Cédric Adnet demeurant à Verson (14790), 7, rue des Longs-Prés.  
La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Malo.  
*Pour avis  
Le Notaire.*

Le journal peut intégrer, de façon totale ou partielle, sur la zone d'édition, le(s) supplément(s) suivant(s) : Immo Angers Métropole.

## Vie des sociétés



### SERRE D'EXPERIMENTATION ES ARS MAÎTRISE D'OEUVRE

Société par actions simplifiée à capital variable  
Au capital de 1 500 euros  
Siège social : 16 Quai Armez Carré Rosengart - Port du Légué 22000 SAINT-BRIEUC  
813 760 204 RCS Saint-Brieuc  
**Modification de la présidence  
Démission du directeur général  
et transfert de siège social**

### AVIS

L'Assemblée Générale Mixte en date du 1er septembre 2021, a pris acte, à compter de cette date, de la démission d'Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor, de ses fonctions de président, de Glenn Desury, demeurant 9 bis, La Croix Pierre, 22290 Tressignaux de ses fonctions de directeur général et a décidé de nommer en qualité de Présidente, pour une durée illimitée la SARL Serre d'Expérimentation des Ars, ayant pour sigle S.E. A, au capital de 150 euros, dont le siège social est à Saint-Brieuc (22000), 9, rue Glais-Bizoin, immatriculée au RCS de Saint-Brieuc sous le n° 824 693 337. Lors de la même assemblée, il a été décidé de transférer, à compter de cette date, le siège social à Saint-Brieuc (22000), 9, rue Glais-Bizoin. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.  
Mention RCS Saint-Brieuc.

*Pour avis  
La Présidente.*



### SERRE D'EXPERIMENTATION DES ARS

Sigle S.E.A  
Société par actions simplifiée à capital variable  
Au capital souscrit de 150 euros  
Siège social : 16, quai Armez Carré Rosengart - Port du Légué 22000 SAINT-BRIEUC  
824 693 337 Saint-Brieuc

### TRANSFERT DE SIÈGE ET TRANSFORMATION EN SARL

Aux termes de l'AGE en date du 1er septembre 2021, le siège social a été transféré, à compter de cette date, à Saint-Brieuc (22000), 9, Glais Bizoin. L'article 4 a été modifié en conséquence.  
Aux termes de la même AGE, il résulte qu'il a été décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée à compter du même jour. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :  
Forme  
Ancienne mention : société par actions simplifiée à capital variable.  
Capital minimum autorisé : 150 euros.  
Capital maximum autorisé : 290 euros.  
Nouvelle mention : société à responsabilité limitée.  
Mandats : Organes de direction de la société.  
Anciennes mentions :  
Président : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre.  
Directeur général : Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Nouvelles mentions :  
Gérance : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre et Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Capital social :  
Le capital social reste fixé à la somme de 150 euros. Il est mis fin à la variabilité du capital social. Le capital est désormais divisé en 150 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées aux associés actuels en échange des 150 actions qu'ils possèdent. Les mentions antérieures relatives aux sociétés par actions simplifiées sont frappées de caducité.  
Mention sera faite au RCS de Saint-Brieuc.

*Pour avis  
La Gérance.*

Aux termes de l'AGE en date du 1er septembre 2021, le siège social a été transféré, à compter de cette date, à Saint-Brieuc (22000), 9, Glais Bizoin. L'article 4 a été modifié en conséquence.  
Aux termes de la même AGE, il résulte qu'il a été décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée à compter du même jour. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :  
Forme  
Ancienne mention : société par actions simplifiée à capital variable.  
Capital minimum autorisé : 150 euros.  
Capital maximum autorisé : 290 euros.  
Nouvelle mention : société à responsabilité limitée.  
Mandats : Organes de direction de la société.  
Anciennes mentions :  
Président : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre.  
Directeur général : Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Nouvelles mentions :  
Gérance : Glenn Desury demeurant Tressignaux (22290), 9 bis, la Croix Pierre et Alexandre André, demeurant 1, impasse des Forges, Planguenoual, 22400 Lamballe-Armor.  
Capital social :  
Le capital social reste fixé à la somme de 150 euros. Il est mis fin à la variabilité du capital social. Le capital est désormais divisé en 150 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées aux associés actuels en échange des 150 actions qu'ils possèdent. Les mentions antérieures relatives aux sociétés par actions simplifiées sont frappées de caducité.  
Mention sera faite au RCS de Saint-Brieuc.

*Pour avis  
La Gérance.*

### AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Angélique Renault-Jacob, notaire associé à Lamballe-Armor (22400), 3, rue de la Déhanne, le 18 septembre 2021, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :  
La société a pour objet : l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou tout autre moyen de tous biens et droits immobiliers, l'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires, la mise à disposition gratuite de tout immeuble au profit du gérant de la société.  
La dénomination sociale est SCJ Adrio.  
Le siège social est fixé à Piestan (22640), 15, rue des Champs Fleurs.  
La société est constituée pour une durée de soixante-dix ans.  
Le capital social est fixé à la somme de cent euros (100 euros) par apport en numéraire.  
Toute opération ayant pour but ou pour résultat, le transfert entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales, si ce n'est entre associés, doit être autorisée par une décision des associés statuant à l'unanimité.  
Les gérants sont Mme Geraldine Marie-Christine Rio demeurant à Lamballe (22400), 2, impasse du Hâ Hâ et M. Nicolas Cédric Adnet demeurant à Verson (14790), 7, rue des Longs-Prés.  
La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Malo.  
*Pour avis  
Le Notaire.*

Le journal peut intégrer, de façon totale ou partielle, sur la zone d'édition, le(s) supplément(s) suivant(s) : Immo Angers Métropole.

### AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Dénomination : Boyer Olivier.  
Forme : société à responsabilité limitée.  
Capital : 2 000 euros.  
Siège social : 1, chemin du Moulin de Kerarzac, 22620 Ploubazlanec.  
Objet : maçonnerie générale, pavillons neufs et rénovation et plus généralement toutes opérations se rapportant à la construction, aménagement des extérieurs et terrains, terrassement, clôture et pose de bordures, pose de tous revêtements de sols, carrelage, plâtrerie, systèmes de protection à l'eau sous carrelage, revêtements muraux, faux-plafonds, isolation et cloisons sèches, dallages, pavés autobloquants.  
Durée : 99 ans.  
Gérance : Olivier Boyer demeurant 1, chemin du Moulin-de-Kerarzac, 22620 Ploubazlanec.  
Immatriculation : au RCS de Saint-Brieuc.

*Pour avis.*

## Décisions du tribunal de commerce de Saint-Brieuc

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC

Par jugement du 1er septembre 2021 le tribunal de commerce a prononcé la mise en liquidation judiciaire simplifiée de Isoli'Armor (Sarlui), RCS Saint-Brieuc 753 627 983, 6, La Lande, 22290 Tressignaux. Activité : travaux d'isolation. Mandataire liquidateur : Selarl TCA (Me François Tremelot), 5, place Duguesclin, 22000 Saint-Brieuc. A fixé au 1er juillet 2020 la date de cessation des paiements.

*Le Greffier  
Selarl PATY-TEPHO.*

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC

Par jugement du 15 septembre 2021, le tribunal de commerce a ouvert une procédure de redressement judiciaire contre M. Le Henaff Gihard, 444 181 598 RM 22, 4, route de Berhet, 22140 Prat. Activité : plâtrerie, isolation, cloisons sèches. Mandataire judiciaire : Selarl David Goic et Associés (Me Daniel David), immeuble Le Sequoia, 45, rue Lafayette, BP 4240, 22042 Saint-Brieuc cedex 2. A fixé au 14 mars 2020 la date de cessation des paiements.

Les créanciers sont avisés d'avoir à déclarer d'urgence leurs titres de créances au mandataire liquidateur suvisé ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

*Le Greffier  
Selarl PATY-TEPHO.*

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC

Par jugement du 15 septembre 2021, le tribunal de commerce a prononcé la mise en liquidation judiciaire simplifiée de Mme Theffo Aurélie, RCS Saint-Brieuc 809 762 792, 4, rue de la Poste, 22970 Ploumargat. Activité : esthétique. Mandataire liquidateur : Selarl David Goic et Associés